

R a p p o r t A n n u e l 2 0 0 8



Compagnie Ivoirienne d'Electricité

SOMMAIRE

Message du Président	P. 2
Organisation de la Compagnie	P. 3
Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire	P. 4
Environnement Economique	P. 5
Bilan des Activités	P. 6-8
Bilan Social	P. 9
Résultats Financiers	P. 10-12
Bilan - Financement - Ratios	P. 13-15
Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels	P. 16-17
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées	P. 18-19
Résolutions	P. 20-21
Etats Financiers	P. 22-27
Règles et Méthodes Comptables	P. 28-32

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs, Chers Actionnaires,

L'année 2008 a été marquée, en Côte d'Ivoire, par des progrès dans le processus de sortie de crise. Au niveau de votre entreprise, la normalisation des activités en zone CNO n'est pas encore effective ; cela rend difficile la gestion de cette partie du réseau qui engendre des charges d'exploitation sans contrepartie.

Notre activité en 2008 a été fortement dépendante des problèmes déjà énoncés en 2007 notamment l'équilibre de l'offre et de la demande, l'équilibre financier du secteur et les retards d'investissements dans les ouvrages engendrant des perturbations importantes pour le consommateur.

L'autorité de tutelle informée de cette situation, a pris en main ce dossier et bientôt de grands chantiers devraient voir le jour.

Dans cet environnement difficile, bien que le réseau ait été souvent perturbé, les collaborateurs de votre compagnie poursuivent, inlassablement, les efforts nécessaires pour garantir la continuité du service public en veillant à la satisfaction de tous nos concitoyens.



M. Marcel ZADI KESSY
Président du Conseil d'Administration

Permettez-moi de leur adresser mes sincères félicitations pour leur engagement au travail et leur sens du devoir en dépit du contexte difficile. Le suivi strict des règles de gestion érigées nous a permis de dégager, cette année encore, un résultat bénéficiaire.

Tous ces efforts seront poursuivis en 2009 avec une mobilisation renouvelée des collaborateurs au travers d'un projet d'entreprise novateur.

Je vous remercie.

ORGANISATION DE LA COMPAGNIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS

ZADI KESSY Marcel	Président
AILLERET François	Administrateur
BOUYGUES Martin	Administrateur
BOUYGUES Olivier	Administrateur
CASSAGNE Jean Jacques	Administrateur
DELAPORTE Pierre	Administrateur
DIARRA Ousmane	Administrateur
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE représenté par BOUEDY Jeanne Chantal	Administrateur
FRANCONY Michel	Administrateur
PETERSCHMITT Louis	Administrateur

DIRECTION GÉNÉRALE

KONAN DJEDJI Flore	Directeur Général
PAOLI Jean Marie	Directeur Général des Opérations
KOUASSI Mathias	Secrétaire Général
TRAORE Amidou	Directeur Général Adjoint pôle PTME
EBAGNITCHIE Hyppolite	Directeur Général Adjoint pôle Distribution
KAKOU Dominique	Directeur Général Adjoint pôle AGF
ZADI Eugène	Directeur Général Adjoint pôle RSC

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG	Commissaire aux Comptes titulaire
MAZARS & GUERARD	Commissaire aux Comptes titulaire
M. TIEMELE Yao	Commissaire aux comptes suppléant
M. ROSSE André	Commissaire aux comptes suppléant

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqué en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux statuts, afin de vous faire entendre la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et sur les opérations intervenues au cours de cette période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes et de vous prononcer sur les résolutions qui vous seront soumises.

Nous rappelons que tous les actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la société,

les comptes présentés sur les imprimés conformes au plan comptable et qui sont adressés à :

- La Direction Générale des Impôts ;
- La Comptabilité Nationale ;
- La Banque des données financières ;
- La Direction de l'Enregistrement.

Votre Conseil d'Administration se tient également à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.



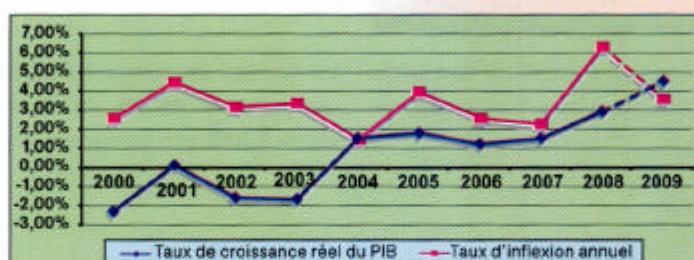
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Environnement économique

Les négociations entre les autorités ivoiriennes et le FMI ont finalement abouti à la signature en Mars 2009 d'un accord de "Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance" (FRPC), associé à l'éligibilité au programme d'allègement de la dette extérieure au titre de l'initiative PPTE (Pays Pauvre Très Endetté).

Cela permettra à la Côte d'Ivoire d'augmenter le budget 2009 de 213,7 MdsCFA par rapport au budget 2008. Les principaux indicateurs macroéconomiques sont en hausse à fin 2008. En effet, selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS), l'indice des prix à la consommation est en hausse de 6,33% contre 2,9% en 2007.

EVOLUTIONS DU PIB ET DE L'INFLATION



Au plan du marché financier

La Bourse d'Abidjan n'a pas échappé à la crise de confiance engendrée par la crise financière internationale au second semestre 2008. L'indice BRVM_10 qui affichait une croissance de 23,46% au 30 juin 2008 à 273,53 points, retrouve pratiquement au 31/12/08 son niveau du 13 juillet 2007 (190,13pts).

Parmi les valeurs qui ont le mieux résisté en 2008, figure l'action CIE qui termine l'année à 21.815 FCFA, en hausse de près de 130% sur 24 mois.

Evolution du WTI et du cours du dollar US

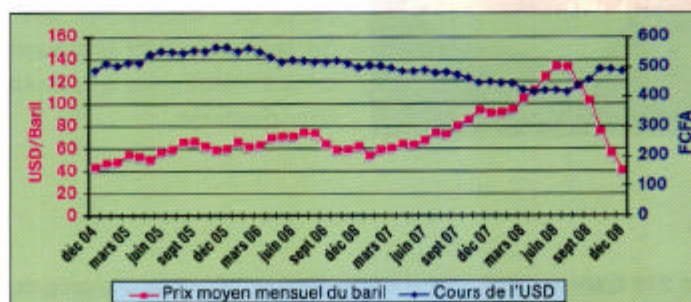
L'environnement économique du Secteur de l'Electricité reste toujours marqué par l'évolution des cours du

pétrole. Le cours du baril a connu une progression inégale avec un pic à 146,35 dollars le 15 juillet 2008.

Le second semestre est marqué par une baisse significative des cours, entamée au mois juillet 2008, qui s'est poursuivie en fin d'année malgré une importante réduction de l'offre des pays de l'OPEP. Pour l'année 2009, les analystes sont perplexes en raison de la crise économique dont l'issue reste à prévoir. Le 1^{er} trimestre 2009 a vu les cours se redresser pour retrouver les 50\$/bbl.

Au second trimestre, les analystes annoncent une poursuite de la hausse du brut sous l'effet conjugué d'une part de la baisse de l'offre, d'autre part de la sensible remontée de la demande, présage d'un début de reprise.

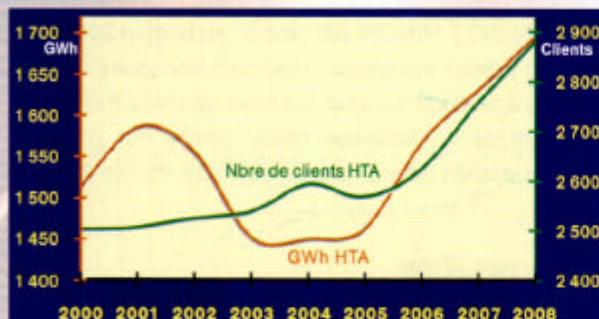
EVOLUTIONS DU WTI ET DU COURS DU DOLLAR US



BILAN DES ACTIVITÉS

Les ventes

■ Ventes HTA



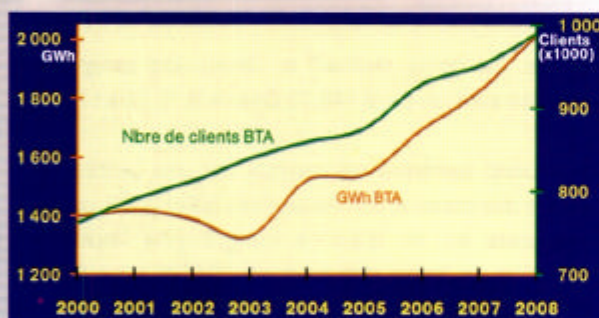
Le volume des ventes HTA en 2008 s'établit à **1 706 GWh** contre **1 632 GWh** en 2007 soit une progression globale

de **+4,5%**. Toutefois, notons qu'en dehors des zones CNO, la croissance des ventes HTA est de **+5,8%**.

Dans les zones de l'intérieur hors CNO, les ventes progressent de **6,3%** essentiellement liées aux raccordements d'industries minières (extraction d'or) et de transformation de fève de cacao. Au niveau d'Abidjan, la croissance de **5,6%** des ventes par rapport à 2007, s'explique par le dynamisme de l'activité économique.

Le nombre de clients HTA, dont les ventes en volume représentent **45,9%** du total des ventes nationales, est de **2 882** à fin décembre 2008 contre **2 761** en 2007.

■ Ventes BTA



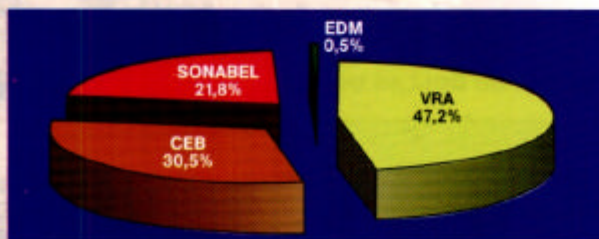
Les ventes BTA progressent de **+10%** par rapport à 2007. Ainsi les volumes de vente à fin 2008 s'établissent à **2 007 GWh** contre **1 825 GWh** en 2007.

Cette croissance s'explique par les principaux facteurs suivants :

- Les résultats du lancement des actions concertées de lutte contre la fraude,
- L'accroissement de la demande intérieure globale hors zones CNO,
- La réévaluation des estimations de facturation de la zone CNO à la faveur de l'opération de relève.

Le nombre de clients est de **996 780** à fin décembre 2008 contre **951 311** en 2007.

■ Ventes export



Les ventes d'énergie à l'exportation sont de **599 GWh** soit une baisse de **22%** par rapport à 2007.

La réduction des exportations globales se poursuit à cause de l'insuffisance des moyens de production. On note cependant une augmentation de la fourniture de la SONABEL liée à la croissance de la demande de Bobo-dioulasso.

■ Ventes totales

Les ventes totales sont de **4 312 GWh** en 2008 contre **4 229 GWh** en 2007 soit une progression de **+2%**.

La satisfaction de la clientèle

Les actions sur la réduction des délais de traitement des prestations payées se sont poursuivies avec des résultats en constante amélioration.

Des actions ont été également menées dans le cadre de l'amélioration du contact physique et de l'écoute client par :

- le déploiement d'un code de bonne conduite du commercial,
- l'élaboration d'indicateurs clés de l'activité clientèle permettant de mesurer le niveau de performance des collaborateurs et d'évaluer les agences,

- la redynamisation de la gestion des réclamations des clients en 2009 par un suivi hebdomadaire.

La mise en place de l'observatoire clientèle nous permet de maintenir une qualité continue de l'accueil physique et téléphonique par des enquêtes mystères et sondages.

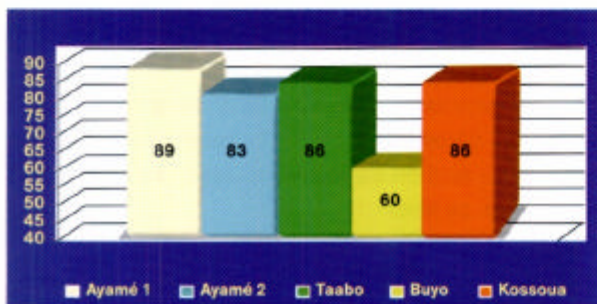


Gestion technique

Le temps moyen de coupure

L'année 2008 enregistre une légère dégradation de la qualité du produit résultant des fortes contraintes exercées sur les ouvrages saturés. Le temps moyen de coupure global du réseau à fin décembre 2008 est de **37h58'** en hausse de **5h15'** par rapport au réalisé 2007 de **32h43'**. Cette dégradation résulte de la conjugaison des facteurs défavorables suivants qui annihilent tous les efforts de maintenance :

- Le dépassement de capacité des ouvrages existants dû à l'accroissement de la consommation,
- L'inexistence d'ouvrages de secours pour reprendre l'alimentation en cas de défaillance d'un ouvrage,
- et l'état vieillissant des ouvrages exploités qui entraîne des incidents récurrents.



DISPONIBILITE DES GROUPES HYDRAULIQUES

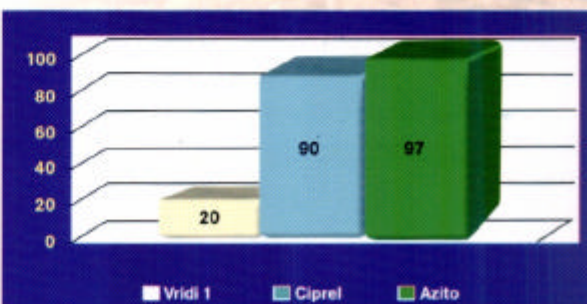
Disponibilité des ouvrages

- La disponibilité globale des groupes de production à fin décembre 2008 est de **81,05%** contre **83,67%** en 2007.

◆ La disponibilité des groupes hydrauliques passe de **85,46%** en 2007 à **79,04%** en 2008 à cause des travaux de remise en état des groupes de BUYO.

◆ La disponibilité des groupes thermiques s'améliore de **81,67%** à **83,09%** grâce à une bonne disponibilité des groupes d'AZITO (96,63%) qui a compensé la faible disponibilité de VRIDI (19,88%) consécutive à l'arrêt prolongé des groupes avariés.

- La disponibilité globale des ouvrages de transport est de **98,16%** à fin 2008 en amélioration par rapport à 2007 (**97,73%**).



DISPONIBILITE DES GROUPES THERMIQUES

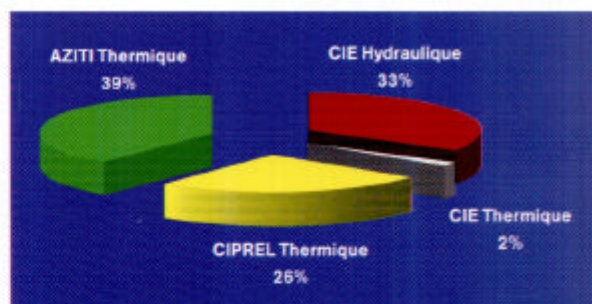
Equilibre Production-Consommation

Production nette

La production nette du système électrique interconnecté à fin décembre 2008 est de **5 627 GWh**, en hausse de **2,9%** par rapport à 2007 (**5 469 GWh**).

La production 2008 par producteur se répartit comme suit :

CIE hydraulique	:	1 884 GWh
CIE thermique	:	99 GWh
CIPREL thermique	:	1 435 GWh
AZITO thermique	:	2 209 GWh

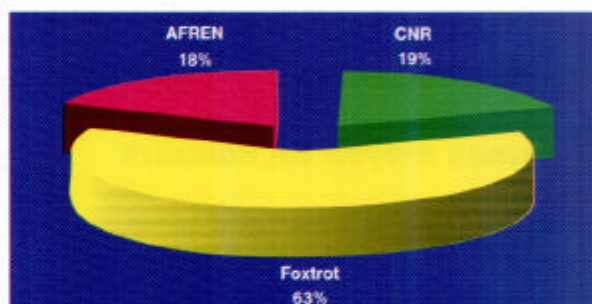


Consommation de gaz

La consommation moyenne journalière de gaz naturel du secteur électrique en 2008 est passée à **115 Mpc/j**, contre **118 Mpc/j** en 2007. La consommation annuelle totale à fin décembre 2008 s'établit à **42 127 Mpc** en baisse de **2,22%** par rapport à 2007 (**43 084 Mpc**).

La répartition des livraisons de gaz se fait comme suit :

Foxtrot : 63%, AFREN : 18% et CNR : 19%



Equilibre offre/demande

La consommation du réseau électrique interconnecté enregistre une croissance de **7%** par rapport à 2007. La consommation nationale d'électricité passe de **4 738 GWh** à **5 072 GWh**, soit une augmentation de **334 GWh**.

La pointe de puissance du réseau s'est établie à **815 MW (+6,9%)** contre une pointe de **762 MW** en 2007. La croissance de la pointe du réseau interconnecté s'établit autour de **50 MW** par an depuis 2007.

Le bilan de puissance pour le passage de la pointe de 2009 fait apparaître un déficit de puissance estimé à **17 MW** au mois de juin ainsi que plusieurs périodes à forts risques de délestage où la marge d'exploitation est inférieure à 30 MW. Pour avoir une souplesse d'exploitation et éviter les délestages, il faut renforcer notre parc de production par la mise en service dans les délais des trois projets d'IPP initiés par la tutelle : CIPREL III, EEI et LUSHANN.

Rendement global

Le rendement global du système électrique interconnecté à fin décembre 2008 s'établit à **76%** contre **76,7%** en 2007.

Ce rendement reste en dessous de la valeur contractuelle du fait du développement de la fraude sur le réseau. Des actions sont en cours avec le concours de la tutelle pour juguler ce fléau.

BILAN SOCIAL

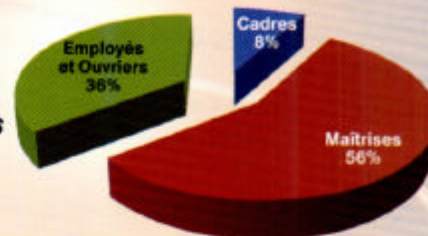
Effectifs

L'effectif de la CIE à fin décembre 2008 est de **3 148 agents**, composé de **75,22%** d'hommes et de **24,78%** de femmes reparti comme suit :

• Cadres :	254
• Maîtrises :	1 771
• Employés et Ouvriers :	1 123

L'effectif de la CIE est en progression de **2,14%** par rapport à 2007

REPARTITION
DES EFFECTIFS
STATUTAIRES



Relations Sociales

Médailles d'honneur du travail

Comme chaque année, la cérémonie de remise des médailles d'honneur du travail a été organisée le 05 décembre 2008 pour **282** récipiendaires repartis comme suit :

- **36** Médailles d'argent
- **104** Médailles de Vermeil
- **129** Médailles d'Or
- **13** Médailles grand Or

Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité (MA2E)

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en Côte d'Ivoire, la MA2E est destinée à gérer une caisse d'épargne et de crédit au profit du personnel membre des sociétés SODECI, CIE et GS2E.

Elle vise à :

- Réduire la vulnérabilité financière des agents,
- Améliorer la capacité financière des agents grâce à l'aide apportée par la mutuelle dans la création d'activités génératrices de revenus,
- Inculquer aux agents la culture de l'épargne, tout en leur donnant une éducation économique et financière,
- Améliorer les conditions de vie du personnel.

Total adhérents à fin Décembre 2008 (CIE, SODECI, GS2E) : **4 642** soit **97%** des effectifs totaux,

Projet d'Entreprise

En 2008, l'élaboration d'un projet d'entreprise qui a pour objectif d'impulser une nouvelle dynamique et de fédérer toutes les énergies en vue d'obtenir de meilleurs résultats techniques, commerciaux et financiers a démarré. La mise en œuvre de ce projet d'entreprise se fera en 2009.



RÉSULTATS FINANCIERS

Produits

Les ventes d'énergie

Le chiffre d'affaires des ventes d'énergie à fin décembre 2008 s'établit à 237 733 MFCFA soit une hausse de 11,5% par rapport à 2007. Cet accroissement s'explique par la conjugaison des effets suivants :

■ L'augmentation du volume global des ventes nationales de +7,4% dont l'impact sur le chiffre d'affaires s'élève à +13 568 MFCFA,

■ La hausse tarifaire de 9% en moyenne intervenue le 22 février 2008. L'impact de cet ajustement tarifaire sur l'exercice 2008 est évalué à 16 876 MFCFA,

■ Les effets de ces deux facteurs ont été limités par la baisse en volume des ventes à l'exportation pour un impact de -5 971 MFCFA sur le chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires énergie est ventilé entre les différents acteurs du secteur de l'électricité de la manière suivante :

■ la rémunération de CIE pour 79 487 MFCFA représentant 33,4% du total des ventes,

■ les achats de combustibles et d'énergie pour 215 127 MFCFA soit 90,5% du total des ventes dont :

◆ le combustible gazeux pour 173 354 MFCFA réparti entre les partenaires pour 79 843 MFCFA et la part Etat pour 93 511 MFCFA

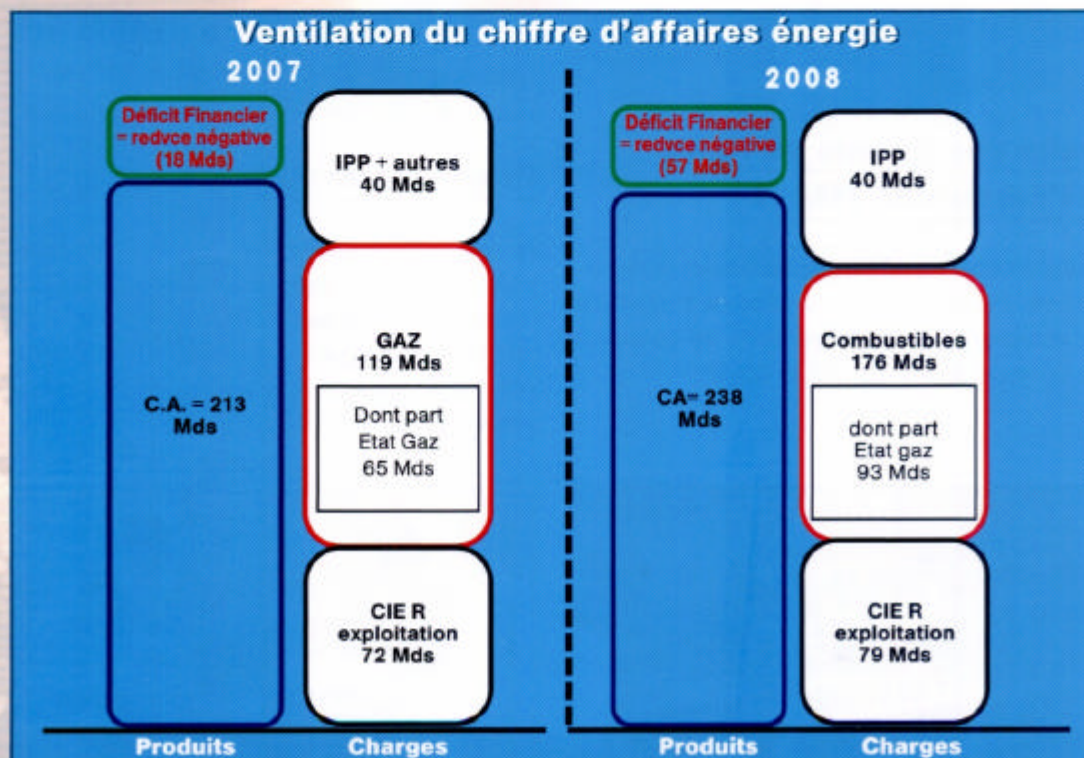
◆ les combustibles liquides pour 2 232 MFCFA

◆ les achats d'énergie pour 39 540 MFCFA.

L'année 2008 a été fortement marquée par le surenchérissement des coûts des combustibles notamment ceux du gaz. Le prix moyen d'achat du gaz a subi une hausse de 52% sur l'année. Ainsi le poids du poste achats de combustibles dans la ventilation du chiffre d'affaires enregistre une forte hausse de 15,8% passant d'un poids de 74,7% en 2007 à 90,5% en 2008.

En définitive, le déficit d'exploitation du secteur de l'électricité s'accroît considérablement sur la période ; de 17 938 MFCFA en 2007, il s'établit à fin décembre 2008 à 56 881 MFCFA.

Cette charge négative apparaît dans le compte de résultats (états comptables annexés) sur le poste « autres charges »



Produits propres

Ils sont constitués de la rémunération de CIE sur les ventes d'électricité et des travaux réalisés.

Valeur en MFCA	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Variation
CA énergie (Combustibles + Redevance)	213 260 141 361	237 733 158 246	+11,5% +11,9%
Rémunération CIE sur ventes d'énergie	71 899	79 487	+10,6%
Travaux	7 891	1 945	-75,4%
Travaux liés à l'exploitation et divers produits	9 529	11 621	+21,9%
Total produits d'exploitation CIE	89 319	93 053	+4,2%

Charges

Les charges d'exploitation de CIE sont constituées des charges enregistrées dans les comptes déduction faite des charges de combustibles et de redevance

Le total des charges d'exploitation s'élève à 70 724 MFCFA en baisse de 13,0%.

Les charges d'entretien et travaux

Les entretiens et travaux enregistrent globalement une baisse de 17,5%, due au faible niveau des travaux réalisés pour le compte de l'Autorité Concédante. Il est à noter que le niveau d'entretien du réseau et des installations concédés reste élevé et s'établit à 13 486 MFCFA.

Les autres services extérieurs

Ce poste enregistre une baisse de 25,9% qui s'explique principalement par :

- la perte sur créances irrécouvrables en zones CNO de 3 848 MFCFA enregistrée en 2007,
- la maîtrise des charges de fonctionnement.

Valeur en MFCA	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Variation
Entretiens et travaux	26 274	21 674	-17,5%
Autres services extérieurs	29 349	22 024	-25,9%
Personnel	25 682	27 026	+5,2%
Total charges d'exploitation	81 305	70 724	-13,0%

Résultats 2008

Valeur en MFCA	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Variation
Total produits d'exploitation CIE	89 319	93 053	+4,2%
Total charges d'exploitation	81 305	70 724	-13,0%
Excédent brut d'exploitation	8 014	22 329	+178,6%
Résultat avant impôts	6 622	7 840	+18,4%
Impôt BIC	1 988	2 937	+47,7%
Résultat net	4 634	4 903	+5,8%

Le résultat avant impôt s'établit à 7 840 MFCFA et le résultat net à 4 903 MFCFA en hausse de +5,8% par rapport à 2007.

Soldes Intermédiaires de Gestion et Résultats



Annotation :

Le chiffre d'affaires propre de CIE n'étant pas en lecture directe dans les états comptables établis selon les normes du SYSCOHADA, les éléments des produits et des charges présentés sont issus des données de gestion de l'entreprise.

Le rapprochement avec les états comptables pour la détermination de l'excédent brut d'exploitation s'analyse comme suit :

	2007	2008
Excédent brut d'exploitation comptable	7 281	11 453
Transfert de charges	5 242	5 686
Retraitements provisions	-4 509	5 190
Excédent brut d'exploitation gestion	8 014	22 329

Les transferts de charges neutralisent principalement les charges supportées lors de la réalisation des travaux effectués pour le compte de l'Autorité Concédante

ainsi que les charges des compteurs immobilisés sur la période.

BILAN - FINANCEMENT - RATIOS

Le total bilan est en hausse de 37% en raison de l'accroissement significatif des autres actifs circulants.

Bilan - Actif

Bilan actif	2006	% du bilan	2007	% du bilan	2008	% du bilan
Actif immobilisé net	34 764	13%	35 107	17%	33 026	11%
Immobilisations corporelles	29 988	11%	31 590	15%	30 844	11%
Immobilisations financières	1 906	1%	1 553	1%	1 041	0%
Autres	2 870	1%	1 962	1%	1 141	0%
Actif circulant	238 473	86%	177 844	82%	249 708	85%
Clients	159 504	57%	130 801	61%	121 646	41%
Stocks	14 499	6%	16 966	7%	16 907	6%
Autres actifs circulants	64 470	23%	30 077	14%	111 155	38%
Trésorerie	3 962	1%	2 780	1%	12 465	4%
TOTAL	277 198	100%	215 731	100%	295 199	100%

Les créances clients brutes sont égales à 140 351 MFCFA. Après déduction des provisions qui s'élèvent à 18.705 MFCFA, on obtient des créances clients nettes qui s'établissent à 121 646 MFCFA, soit une baisse de 7% par rapport à 2007.

Les autres actifs circulants enregistrent le déficit d'exploitation du secteur de électricité.

Bilan - Passif

Bilan passif	2006	% du bilan	2007	% du bilan	2008	% du bilan
Capitaux permanents	46 289	17%	46 479	22%	51 193	17%
Capitaux propres	20 528	8%	21 467	10%	21 721	7%
Dettes financières	25 761	9%	25 012	12%	29 472	10%
Passif circulant	230 909	83%	164 800	76%	242 963	83%
Clients, avances reçues	4 078	1%	4 241	2%	4 503	2%
Dettes fournisseurs	174 104	63%	111 094	51%	169 535	57%
Dettes Etat et autres dettes	52 727	19%	49 465	23%	68 925	24%
Trésorerie		0%	4 452	2%	1 043	0%
TOTAL	277 198	100%	215 731	100%	295 199	100%

L'évolution du passif est essentiellement liée à la hausse du passif circulant et notamment à la hausse des dettes fournisseurs.

s'explique par l'augmentation des impayés de la part Etat gaz qui passent de 63.626 MFCFA au 31 décembre 2007 à 113.000 MFCFA au 31 décembre 2008.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 169.535 MFCFA et enregistrent une hausse de 53%. Cette évolution

Financement

RESSOURCES/EMPLOIS	2007	2008
Capacité d'autofinancement	10 971	15 041
Dividende exercice précédent	-3 696	-4 648
Autofinancement	7 275	10 393
Emprunts	3 751	4 780
Ressources nettes de financement	11 026	15 173
Emplois		
Variation des stocks	2 467	-59
Variation des créances	-63 095	71 923
Variation des dettes circulantes	-65 162	77 640
Variation du Besoin en Financement d'exploitation (BFE)	-4 534	5 776
Investissements nets	-7 860	-5 770
Divers hors activité ordinaire	-945	523
Emplois financiers contraints	-3 320	-2 607
Emplois totaux à financer	-16 659	-2 078
Variation de trésorerie	-5 634	13 095

Les ressources

L'amélioration de la capacité d'autofinancement étant supérieure à la hausse des dividendes distribués, elle entraîne une augmentation de l'autofinancement. Cette augmentation de l'autofinancement combinée à la hausse des emprunts induit l'évolution des ressources qui passe de 11 026 MFCFA à 15 173 MFCFA.

Les emplois

La variation des dettes circulantes, supérieure à celle des créances, permet de réduire les emplois à financer, qui s'élèvent à 2.078 MFCFA.

La trésorerie

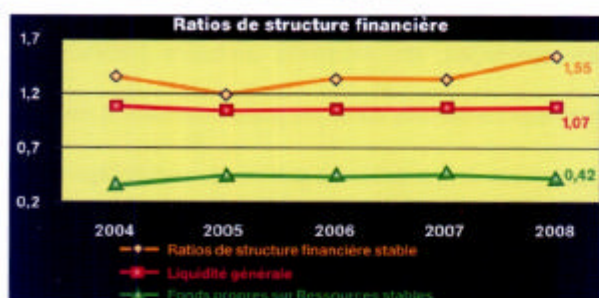
La hausse des ressources nettes et la baisse des emplois à financer induisent une amélioration significative de la trésorerie (+13.095 MFCFA).



Ratios et rentabilité

Malgré le contexte toujours difficile, les ratios financiers sont satisfaisants :

Ratios de structure financière

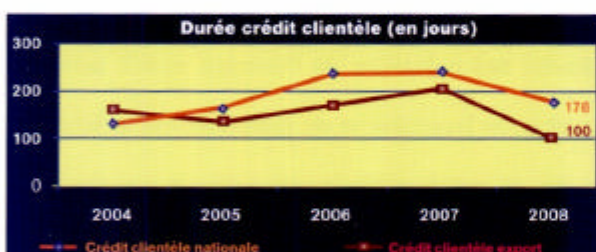


La hausse des autres ressources stables induit une amélioration du ratio de couverture des actifs immobilisés

Ratios de gestion

La hausse du chiffre d'affaires entraîne une augmentation du taux de rotation des capitaux propres, qui s'élève en 2008 à 4,28.

Durée crédit clientèle



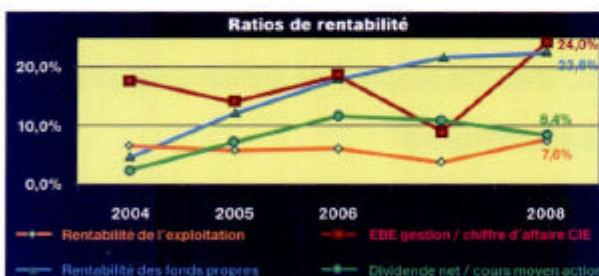
par les ressources stables, qui passe de 1,32 à 1,55. Il convient cependant de noter qu'aucun emprunt n'a été contracté. Les autres ressources stables sont constituées des avances sur consommation et des provisions pour risques et charges.

Notre autonomie financière connaît une légère baisse à 0,07 (niveau de 2006) en raison de la hausse significative de l'actif circulant évoquée précédemment.

Le ratio de liquidité générale reste stable et supérieur à 1.

Les délais client sont en baisse significative en raison des effets conjugués des compensations effectuées en 2008 et des efforts de recouvrement notamment en direction des clients étrangers.

Ratios de rentabilité



Ils traduisent une amélioration de la rentabilité. La rentabilité des fonds propres est en constante évolution depuis 2005. La rentabilité de l'exploitation est de nouveau à la hausse en 2008.

Evolution de l'action CIE



Le cours moyen de l'action CIE se situe à 18 834 FCFA. Le cours de l'action au 31 décembre 2008 s'établit à 21 815 FCFA, pour un cours moyen de l'année 2008 à 18 834 FCFA, et le dividende brut par action se situe à 1 750 FCFA.

Le rendement de l'action est de 8,36% soit une rentabilité qui demeure supérieure aux taux de rendement des placements locaux.



RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2008)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

■ Le contrôle des états financiers annuels de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, S.A., tels qu'ils sont annexés au présent rapport,

■ Les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner,

par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité

et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Abidjan, le 30 avril 2009

Les commissaires aux comptes

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan

Expert-Comptable Diplômé

Ernst & Young

Caroline Zamojciowna-Orio

Expert-Comptable Diplômé



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

(Exercice clos le 31 décembre 2008)

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

1. Convention conclue au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1 Avec le GROUPEMENT DES SERVICES EAU ET ELECTRICITE (GS2E)

Nature et objet

Convention de services pour la réalisation de prestations dans les principaux domaines suivants :

- Ressources humaines et formation,
- Audit exploitation eau et électricité,
- Communication et documentation,

- Systèmes d'information,
- Finances, comptabilité, achats et assurances,
- Conseil juridique,
- Ingénierie financière, études et maîtrise d'œuvre,
- Qualité, sécurité et environnement.

Modalités

Sur l'exercice 2008, le coût total facturé au titre des prestations rendues à la CIE par GS2E s'est élevé à FCFA 1 339 millions hors taxes.

2.2 Avec la société CIPREL

Administrateurs communs

- Monsieur Marcel Zadi Kessy,
- Monsieur Jean-Jacques Cassagne

2.2.1 Prestations médicales

Nature et objet

Prestations médicales dispensées par les services de santé de la CIE au personnel de la CIPREL.

Modalités

Les prestations sont facturées trimestriellement. Les montants facturés par la CIE au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élèvent à FCFA 1,3 millions.

2.2.2 Contrat de fournitures et prestations

Nature et objet

En 2001, un contrat de fournitures et de prestations entre CIE et CIPREL avait été conclu. Au cours de l'année 2007, certaines modalités du contrat ont été modifiées avec effet au 1^{er} avril 2007. Ce contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles CIE effectue pour CIPREL un certain nombre de prestations en matière de fournitures et de services nécessaires au bon fonctionnement de la centrale.

Modalités

La rémunération annuelle de CIE est désormais de 128 550 000 FCFA depuis le 1^{er} avril 2007.

Les produits perçus par la CIE, dans le cadre de cette convention, s'élèvent à FCFA 128.5 millions hors taxes, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

2.3 Avec la société SODECI

Administrateurs communs

- Monsieur Martin Bouygues,
- Monsieur Olivier Bouygues,
- Monsieur Marcel Zadi Kessy,
- Monsieur Louis Peterschmitt,
- Monsieur Ousmane Diarra,
- Monsieur Jean-Jacques Cassagne.

2.3.1 Convention d'assistance médicale curative

Nature et objet

Cette convention est relative à la prestation, par les services de santé de la CIE, de soins curatifs au bénéfice du personnel de la SODECI et de leurs ayant droit. Les prestations concernent les interventions suivantes :

- la médecine générale,
- la médecine spécialisée,
- les consultations infirmières,
- les soins infirmiers de première nécessité.

Modalités

Les factures sont adressées trimestriellement par la CIE à la SODECI. Les produits perçus par la CIE, dans le cadre de cette convention, s'élèvent à FCFA 5 millions au titre de l'exercice 2008.

2.3.2 Convention de bail

Nature et objet

Par convention en date du 1^{er} février 1993 d'une durée de 9 ans et renouvelable par tacite reconduction par période triennale, la CIE prend en location un immeuble composé

d'une tour de huit étages, d'une galette et de parkings souterrains et extérieurs, à Abidjan-Treichville.

Modalités

Le loyer trimestriel est de 55 269 000 FCFA. La charge enregistrée par la CIE dans le cadre de cette convention s'élève à FCFA 221 millions de hors taxes, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

2.4 Avec la société FINAGESTION

Administrateurs communs

- Monsieur Olivier Bouygues,
- Monsieur Jean-Jacques Cassagne,
- Monsieur Marcel Zadi Kessy.

Nature et objet

Par cette convention, la société FINAGESTION s'engage à réaliser une assistance générale pour la gestion des services et des activités de la CIE. Cette convention est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Modalités

La rémunération de FINAGESTION est égale à 0,82% du chiffre d'affaires annuel hors TVA, réalisé par la CIE au cours de l'exercice précédent. La variation annuelle de cette rémunération ne peut excéder 3%, comparativement à celle payée par la CIE au titre de l'exercice précédent.

La charge enregistrée par la CIE, dans le cadre de cette convention, s'élève à FCFA 1 681 millions hors taxes.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Abidjan, le 30 avril 2009

Les commissaires aux comptes
Mazars Côte d'Ivoire
Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé

Ernst & Young
Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé

PROJET DE RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes, les approuve ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 comportant le bilan et le compte de résultats tels qu'ils sont présentés.

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve de leur gestion aux Administrateurs.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions réglementées visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme, approuve les mentions y figurant.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant l'existence d'un bénéfice net de 4 902 963 985 FCFA et compte tenu du report à nouveau antérieur de 18 708 152 F CFA, décide d'affecter le bénéfice disponible de 4 921 672 137 FCFA de la manière suivante :

- la distribution d'un dividende global pour : 4 900 000 000 FCFA ;
- le solde au report à nouveau, soit : 21 672 137 FCFA.

Ainsi, chacune des 2 800 000 actions formant le capital recevra un dividende brut de 1 750 F CFA. Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2009.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme globale annuelle de 29 000 000 FCFA, dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur François AILLERET pour une période de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Ousmane DIARRA pour une période de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation à la fonction d'Administrateur de la SARL, Emerging Capital Partners (ECP) FII FINAGESTON, faite par le Conseil d'Administration en sa séance du 17 février 2009, en remplacement de Monsieur Stéphane MARTIN, démissionnaire.

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve de sa gestion à Monsieur Stéphane MARTIN.

L'Assemblée Générale décide de donner mandat à la SARL ECP FII FINAGESTION pour une période de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

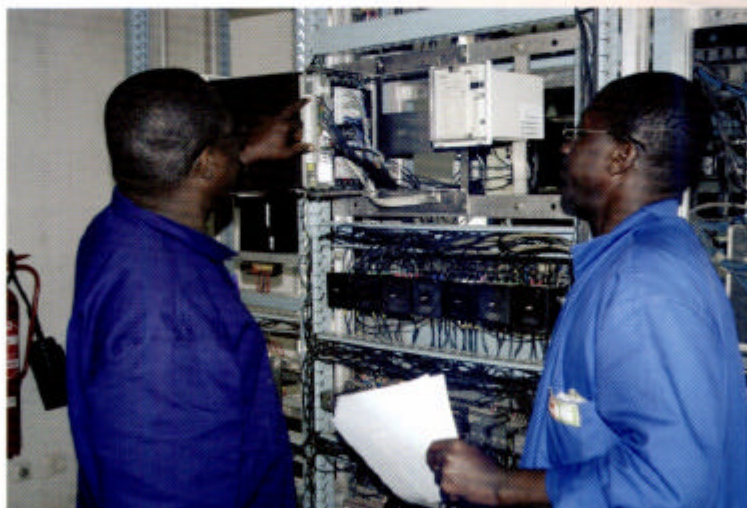
HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation à la fonction d'Administrateur de Monsieur Fabrice PAGANI faite par le Conseil d'Administration en sa séance du 17 février 2009.

L'Assemblée Générale décide de donner mandat à Monsieur Fabrice PAGANI pour une période de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour remplir, partout où besoin sera, toutes formalités de dépôt, publicité ou autres qui seraient nécessaires.



ÉTATS FINANCIERS

Bilan - Actif

	Brut	Exercice 2008 Amort./Prov.	Net	Exercice 2007 Net
ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA Charges immobilisées	0		0	0
AB Frais d'établissement et charges à répartir	0		0	0
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles	10 602 757 309	9 461 675 627	1 141 081 682	1 962 261 456
AE Frais de recherche et de développement				
AF Brevets, licences, logiciels	10 602 757 309	9 461 675 627	1 141 081 682	1 962 261 456
AG Fonds commercial				
AH Autres immobilisations incorporelles				
AI Immobilisations corporelles	95 745 396 960	64 935 984 271	30 809 502 689	31 589 632 543
AJ Terrains	884 259 735		884 259 735	884 259 735
AK Bâtiments	3 740 973 266	1 747 796 880	1 993 176 386	2 169 331 625
AL Installations et agencements	8 168 812 990	6 457 525 726	1 711 287 264	1 864 381 799
AM Matériel	62 422 708 706	41 997 386 228	20 425 322 478	21 212 539 042
AN Matériel de transport	20 528 642 263	14 733 185 437	5 795 456 826	5 459 120 342
AP Av. et Ac. versés sur immobilisations	35 011 651		35 011 651	1 954 504
AQ Immobilisations financières	1 040 551 916	0	1 040 551 916	1 553 183 167
AR Titres de participation	428 800 000		428 800 000	428 800 000
AS Autres immobilisations financières	611 751 916		611 751 916	1 124 383 167
AW (1) dont H.A.O. : Brut Net				
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	107 423 717 836	74 397 569 898	33 026 147 938	35 107 031 670
ACTIF CIRCULANT				
BA Actif circulant H.A.O.	0		0	0
BB Stocks	20 890 699 929	3 983 236 201	16 907 463 728	16 965 815 495
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres approv.	20 890 699 929	3 983 236 201	16 907 463 728	16 965 815 495
BE En-cours				
BF Produits fabriqués				
BG Créances et emplois assimilés	254 871 781 977	22 070 845 111	232 800 936 866	160 878 312 026
BH Fournisseurs, avances versées	4 528 256 659		4 528 256 659	2 486 763 371
BI Clients	140 350 235 464	18 704 642 899	121 645 592 565	130 801 467 533
BJ Autres créances	109 993 289 854	3 366 202 212	106 627 087 642	27 590 081 122
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	275 762 481 906	26 054 081 312	249 708 400 594	177 844 127 521
TRESORERIE - ACTIF				
BQ Titres de placement	4 079 995 274		4 079 995 274	289 205 668
BR Valeurs à encaisser			0	0
BS Banques, chèques postaux, caisse	8 904 438 247	519 547 137	8 384 891 110	2 490 874 675
BT TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	12 984 433 521	519 547 137	12 464 886 384	2 780 080 343
BU Ecart de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0		0	0
BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	396 170 633 263	100 971 198 347	295 199 434 916	215 731 239 534

ÉTATS FINANCIERS

Bilan - Passif

	Exercice 2008	Exercice 2007
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA Capital	14 000 000 000	14 000 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves	2 818 708 152	2 832 296 158
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE Ecart de réévaluation		
CF Réserves indisponibles	2 800 000 000	2 800 000 000
CG Réserves libres		
CH Report à nouveau + ou -	18 708 152	32 296 158
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	4 902 963 985	4 634 411 994
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP - CAPITAUX PROPRES (I)	21 721 672 137	21 466 708 152
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)		
DA Emprunts	0	0
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	20 477 035 006	18 304 741 496
DD Provisions financières pour risques et charges	8 994 704 880	6 707 049 762
DE (1) dont H.A.O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	29 471 739 886	25 011 791 258
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	51 193 412 023	46 478 499 410
PASSIF CIRCULANT		
DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	1 524 141 092	1 000 778 181
DI Clients, avances reçues	4 502 564 490	4 241 303 557
DJ Fournisseurs d'exploitation	169 535 002 256	111 094 170 288
DK Dettes fiscales	55 636 942 939	38 688 412 275
DL Dettes sociales	5 481 397 674	5 152 290 963
DM Autres dettes	6 283 264 886	4 623 954 481
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	242 963 313 337	164 800 909 745
TRÉSORERIE PASSIF		
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	1 042 709 556	4 451 830 379
DT TOTAL TRÉSORERIE - PASSIF (IV)	1 042 709 556	4 451 830 379
DV Ecart de conversion - Passif (V) (gain probable de change)		
DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	295 199 434 916	215 731 239 534

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat - Charges

	Exercice 2008	Exercice 2007
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
RA Achats de marchandises	0	0
RB - Variation de stocks (Marge brute sur marchandises voir TB)	(- ou +)	
RC Achats de matières premières et fournitures liées		
RD - Variation de stocks (Marge brute sur matières voir TG)	(- ou +)	
RE Autres achats	232 327 919 310	179 081 807 110
RH - Variation de stocks	(- ou +)	
RI Transports	1 376 135 122	1 195 948 372
RJ Services extérieurs	24 427 439 637	29 415 708 734
RK Impôts et taxes	3 634 548 411	4 673 792 630
RL Autres charges (Valeur Ajoutée voir TN)	-50 361 016 438	-8 051 965 972
RP Charges de personnel (1) (1) dont personnel extérieur	25 574 242 708 807 000 246	26 466 478 500 895 601 588
RQ (Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS Dotations aux amortissements et aux provisions	10 431 865 081	8 398 446 468
RW Total des charges d'exploitation (Résultat d'exploitation voir TX)	247 252 120 810	238 601 153 149
ACTIVITE FINANCIERE		
SA Frais financiers	22 187 519	430 816 122
SC Pertes de change	0	0
SD Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF Total des charges financières (Résultat financier voir UG)	22 187 519	430 816 122
SH Total des charges des activités ordinaires (Résultat des activités ordinaires voir UI)	247 274 308 329	239 031 969 271
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	278 059 899	195 647 503
SL Charges H.A.O.		
SM Dotations H.A.O.		
SO Total des charges H.A.O. (Résultat H.A.O. voir UP)	278 059 899	195 647 503
SQ Participation des travailleurs		
SR Impôts sur le résultat	2 944 911 470	1 988 142 687
SS Total participation et impôts	2 944 911 470	1 988 142 687
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES (Résultat net voir UZ)	250 497 279 698	241 215 759 461

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat - Produits

ACTIVITE D'EXPLOITATION

		Exercice 2008	Exercice 2007
TA	Ventes de marchandises	25 030 485	19 400 290
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	25 030 485	19 400 290
TC	Ventes de produits fabriqués	238 878 831 458	214 304 381 706
TD	Travaux, services vendus	8 707 114 104	14 703 706 158
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	
TF	Production immobilisée	0	0
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	247 585 945 562	229 008 087 864
TH	Produits accessoires	440 718 377	481 797 163
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	248 051 694 424	229 509 285 317
TJ	(1) dont à l'exportation	23 805 095 985	29 987 709 275
TK	Subventions d'exploitation		
TL	Autres produits	222 484 777	7 974 442 961
TN	VALEUR AJOUTEE	37 028 166 180	33 747 500 097
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	11 453 923 472	7 281 021 597
TS	Reprises de provisions	464 281 419	2 148 778 172
TT	Transferts de charges	5 685 792 859	5 242 078 667
TW	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	254 424 253 479	244 874 585 117
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	7 172 132 669	6 273 431 968
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

ACTIVITE FINANCIERE

UA	Revenus financiers	866 667 897	855 233 880
UC	Gains de change	0	0
UD	Reprises de provisions		
UE	Transferts de charges	2 212 589	11 279 725
UF	Total des produits financiers	868 880 486	866 513 605
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	846 692 967	435 697 483
UH	Total des produits des activités ordinaires	255 293 133 965	245 741 098 722
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -)	8 018 825 636	6 709 129 451
UJ	(1) dont impôt correspondant		1 712 284 108

HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)

UK	Produits des cessions d'immobilisations	107 109 718	109 072 733
UL	Produits H.A.O.		
UM	Reprises H.A.O.		
UN	Transferts de charges	0	0
UO	Total des produits H.A.O.	107 109 718	109 072 733
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	-170 950 181	-86 574 770
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	255 400 243 683	245 850 171 455
UZ	RESULTAT NET	4 902 963 985	4 634 411 994
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

ÉTATS FINANCIERS

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes (à l'exclusion des cessions)
+ Produits encaissables restants (d'actif immobilisé)

		E.B.E.	11 453 923 472
(SA) Frais financiers	22 187 519	(TT) Transferts de charges d'exploitation	5 685 792 859
(SC) Pertes de change	0	(UA) Revenus financiers	866 667 897
(SL) Charges H.A.O.		(UC) Gains de change	0
(SQ) Participation		(UE) Transferts de charges	2 212 589
(SR) Impôts sur le résultat	2 944 911 470	(UL) Produits H.A.O.	0
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
Total (I)	2 967 098 989	Total (II)	18 008 596 817
CAFG: Total (II) - Total (I) =	15 041 497 828	(N-1):	10 970 655 060

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 15 041 497 828 - 4 648 000 000 = **10 393 497 828**

(N-1): 7 274 655 060

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N-1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	ou	0
(BD) Matières premières	0 ou	58 351 767
(BE) En-cours	ou	0
(BF) Produits fabriqués	ou	0
(A) Variation globale nette des stocks	0 ou	58 351 767

(1) Dividende mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

Variation des créances : N - (N-1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	2 041 493 288 ou	0
(BI) Clients	0 ou	9 155 874 966
(BJ) Autres créances	79 037 006 520 ou	0
(BU) Ecart de conversion - Actif (1)	0 ou	0
(B) Variation globale nette des créances	71 922 624 840 ou	0

Variation des dettes circulantes : N - (N-1)	Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	0 ou	261 260 933
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	0 ou	58 440 831 966
(DK) Dettes fiscales	0 ou	16 948 530 664
(DL) Dettes sociales	0 ou	329 106 711
(DM) Autres dettes	0 ou	1 659 310 405
(DN) Risques provisionnés	0 ou	0
(DV) Ecart de conversion - Passif (1)	0 ou	0
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	0 ou	77 639 040 681

Variation du B.F.E. = (A) + (B) + (C) 0 ou 5 774 767 608

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	11 453 923 472	7 281 021 597
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	5 774 767 608	-4 534 492 609
- Production immobilisée	0	0

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION 17 228 691 080 2 746 528 988

(1) En cours d'adoption.

ÉTATS FINANCIERS

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)

I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS		Exercice 2008		Exercice 2007
		Emplois	Ressources	(E-; R+)
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)			
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	211 278 630		-206 060 547
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	6 178 457 332	107 109 718	-8 006 399 019
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	29 749 998	542 381 249	352 865 318
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	5 769 994 993		-7 859 594 248
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	0	5 774 767 608	-4 534 492 609
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)		4 772 615	-12 394 086 857
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	0	523 362 911	-945 290 885
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS	2 607 371 409		-3 319 849 614
	<i>Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières</i>			
	<i>(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII</i>			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	2 079 235 883		-16 659 227 356
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	4 648 000 000	15 041 497 828	7 274 655 060
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux	////////////////////		
FN	Subventions d'investissement	////////////////////		
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		////////////////////	
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)			
FR	Autres dettes financières (2)		4 779 664 919	3 750 584 680
	<i>(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois</i>			
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		15 173 162 747	11 025 239 740
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)		0 ou 13 093 926 864	-5 633 987 616
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	11 422 176 828		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	-1 671 750 036		
FW	Variation Trésorerie: (+ si emploi ; - si ressources)	13 093 926 864	13 093 926 864 ou 0	5 633 987 616
	<i>Contrôle: D = VIII avec signe opposé</i>			
	<i>Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux; II, III, VIII : différences "bilantielles"</i>		0	
	CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N-1)			
	Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N-1)	Emplois		Ressources
	Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N-1)	0	ou	6 795 796 345
	Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N-1)	13 093 926 864	ou	6 298 130 519
TOTAL		13 093 926 864	=	13 093 926 864

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Incidence de la Convention de Concession sur la Présentation des Comptes Annuels

La convention de concession de service public conclue le 25 octobre 1990 pour une durée de 15 années entre la CIE et l'Etat de Côte d'Ivoire a enregistré son terme initial le 25 octobre 2005.

Les Parties ont dressé le bilan de leur relation contractuelle et fait le point sur l'état du secteur de l'Electricité et, à cette occasion, ont pris acte des progrès notables réalisés depuis l'entrée en vigueur de la convention de concession.

Conscientes de l'importance du Secteur de l'Electricité pour le bien être des populations et le développement économique de la Côte d'Ivoire, et au vu des enseignements tirés de leur première période de collaboration, les Parties ont manifesté leur intention de poursuivre leur partenariat et de le renforcer.

L'Etat et la CIE se sont rencontrés et ont décidé de conclure l'Avenant n°5 à la convention de concession dont l'objet est notamment de renouveler la Convention pour une période de quinze (15) ans.

Par application de la convention de service public signée avec l'Etat de Côte d'Ivoire et du protocole d'accord avec L'ex-EECI :

■ les comptes de la CIE n'intègrent ni les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante, ni leur dépréciation. Cependant, la CIE en supporte les frais d'entretien, de réparation et d'assurance,

■ le chiffre d'affaires qui figure au compte de résultat de la CIE correspond principalement aux produits de la vente de l'énergie électrique. Il est différent du revenu propre de la CIE qui est égal aux composantes R1, R3

et R4 définies contractuellement. Cette rémunération n'apparaît pas en lecture directe dans les comptes. Elle est obtenue par différence entre le chiffre d'affaires énergie et les éléments suivants :

● la redevance de l'Autorité concédante qui est inscrite dans les charges d'exploitation dans le poste «autres charges».

● Les charges liées aux consommations d'électricité et aux combustibles liquides et gazeux comprises dans les postes « Autres achats » et « variation de stocks ».

Le chiffre d'affaires de l'exercice inclut :

● les facturations émises du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008, comprenant les ventes locales et les ventes à l'exportation.

● la variation de l'énergie en compteurs sur l'exercice 2008.

■ les droits acquis antérieurement au 1^{er} novembre 1990, par le personnel au titre des congés et des indemnités de départ à la retraite, sont dus par l'ex EECI et sont comptabilisés par la CIE en dettes vis-à-vis du personnel et en créances sur l'ex EECI pour un montant identique ; la SOGEPE se substituant à l'ex EECI,

■ les travaux réalisés dans le cadre du renouvellement de l'outil de production sont imputés sur la redevance à reverser à l'Autorité Concédante dans la limite du budget alloué annuellement par l'Autorité Concédante à la CIE,

■ les travaux entrant dans le cadre des inspections majeures des installations de production sont réalisés et enregistrés dans les charges de la CIE. Une compensation est allouée annuellement par l'Autorité Concédante à la CIE.

2. Règles et Méthodes Comptables

Les comptes de l'exercice de douze (12) mois clos le 31 décembre 2008 ont été établis conformément aux règles en vigueur en République de Côte d'Ivoire et sont présentés selon les prescriptions du droit comptable de l'OHADA en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003.

Ces comptes sont comparables à ceux de l'exercice précédent.

Les principales règles et méthodes comptables retenues par la CIE pour l'établissement de ses comptes annuels sont décrites ci-après.

2.1. Charges Immobilisées

Les charges immobilisées enregistrent les frais d'acquisitions d'immobilisations. Elles sont étalées sur cinq ans.

2.2. Immobilisations Incorporelles

Les frais de premier établissement sont intégralement amortis sur l'exercice au cours duquel ils ont été engagés. Les logiciels de bureautique sont amortis sur une durée de trois ans et les applications sont amorties sur cinq ans.

Les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2008 comprennent notamment le droit d'utilisation de la licence du logiciel SAPHIR Version Client pour une valeur de 8.524.400 Euros, soit FCFA 5.592 millions et les développements spécifiques liés à ce logiciel à hauteur de FCFA 590 millions. Cette licence a été acquise le 15 novembre 2002 pour une durée de sept ans.

Cette application qui permettra à la compagnie d'améliorer la gestion de la clientèle abonnée à l'électricité a été livrée le 26 novembre 2004 après les développements spécifiques.

La charge d'amortissement comptabilisée au titre de l'exercice 2008 s'élève à FCFA 883 millions.

2.3. Immobilisations Corporelles

Les acquisitions sont comptabilisées à leur coût de revient. Les durées normales d'amortissement retenues sont les suivantes en années :

Constructions	20
Matériels et outillage	10
Compteurs	10 et 15
Véhicules	4 et 5
Mobylettes	2,5
Matériel et engins d'exploitation	10
Mobiliers	10
Matériels informatiques	3 et 5
Matériels divers (bureau, ménager...)	6
Aménagements et agencements	10

2.4. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières enregistrent principalement :

- La participation de CIE dans le capital de GS2E,
- La souscription à la SICAV SOGEVALOR,
- Les prêts accordés au personnel sur une durée de plus de 12 mois.

2.5. Stocks

La gestion des stocks se fait suivant la méthode de l'inventaire permanent.

Les stocks ont fait l'objet d'un inventaire physique au 30 novembre 2008 qui a servi à quantifier les valeurs d'exploitation au 31 décembre 2008.



Les stocks de combustibles sont valorisés selon la méthode du "premier entré, premier sorti" qui, en raison de la rotation rapide de ces stocks, correspond aux derniers prix connus de l'exercice.

Une provision pour dépréciation est constatée sur les stocks de sécurité des turbines à gaz de la Centrale de Vridi 1 et des barrages hydroélectriques. Cette provision est calculée en fonction de la durée résiduelle d'utilisation des installations de production auxquelles ces stocks sont rattachés.

2.6. Comptes Clients

Les créances relatives aux ventes locales d'électricité correspondent aux portefeuilles clients des applications informatiques de gestion des abonnés à l'électricité basse tension et haute tension.

Les créances relatives aux exportations d'électricité facturées en devises correspondent à la contrevaletur en Francs CFA des devises utilisées à la clôture de l'exercice.

Les créances douteuses se rapportent aux clients privés. Elles sont composées des soldes nets des résiliés et de la part des impayés des clients en vigueur non couverte par les avances sur consommations.

La part de la CIE correspond au produit du nombre de Kwh compris dans les créances douteuses par la rémunération moyenne de la CIE par Kwh. La part de la CIE dans les créances douteuses constitue la base de détermination des provisions pour créances douteuses. Le taux de dépréciation utilisé a été de 100% pour les créances nettes sur les résiliés et pour les créances antérieures à l'exercice 2008 sur les abonnés en vigueur.

Les créances sur le secteur public et parapublic, ne font pas fait l'objet de provisions pour dépréciation, quels que soient les retards de règlement, ces créances pouvant faire l'objet de compensation avec les dettes de la CIE envers l'Etat.

2.7. Energie en Compteurs

L'énergie en compteurs correspondant à l'énergie consommée et non encore facturée à la date de clôture, constitue un produit à recevoir. Elle est valorisée au prix de vente TVA comprise.

La quantité d'énergie en compteurs est déterminée à partir des prévisions de facturations qui tiennent compte des facturations réalisées antérieurement, du rendement du réseau, et des périodes de relèves théoriques.

2.8. Autres Créances

Les autres créances comprennent notamment :

- les créances sur l'ex EECI notamment la contrepartie des droits acquis par les agents au 25 octobre 1990 au titre des départs en retraite,
- les écarts constatés lors des arrêts et clôtures des caisses.

Les écarts de caisse non dénoués et les risques d'irrécouvrabilité des débiteurs divers font l'objet d'une provision pour dépréciation.

2.9. Traitement des Actifs en Zones CNO

2.9.1. Immobilisations

Les matériels et outillages, matériels et mobiliers de bureaux, matériels informatiques situés dans les zones difficiles avaient fait l'objet d'une provision pour dépréciation de la valeur nette comptable.

Ce matériel a été entièrement amorti au 31 décembre 2006.

2.9.2. Stocks

Les stocks détenus par la société dans les zones difficiles et sur lesquels pèsent des risques de pertes ont été dépréciés en totalité.

2.9.3. Créances clients et énergie en compteurs

L'énergie consommée par l'Administration et les clients BT professionnel dans les zones CNO depuis le 19 septembre 2002 est facturée sur la base d'estimations. L'énergie consommée par les clients industriels est relevée et facturée tous les mois.

Les consommations des clients privés en basse tension dans ces zones ont été relevées au cours du 3^{ème} trimestre de l'exercice 2004 et comptabilisées dans le chiffre d'affaires. Depuis lors, une partie de ces clients privés est facturée au forfait et l'autre partie est facturée sur la base d'estimations.

Les créances impayées sur ces facturations (hors Administration) ont été provisionnées à 100% de la part CIE.

Les consommations non relevées au 31 décembre 2008 dans ces zones sont estimées à 209.7 GWh qui sont provisionnées en totalité pour la part CIE à hauteur de FCFA 4 358 millions.

Synthèse du traitement des zones CNO.

Au 31 décembre 2008, les provisions cumulées sur les actifs de la compagnie en zones difficiles s'élèvent à FCFA millions 15 811 contre FCFA 11 551 millions l'exercice précédent, et s'analysent comme suit, en millions de FCFA :

Provisions sur matériels et mobiliers	0
Provisions sur stocks	1 543
Provisions sur créances clients	9 910
Provisions sur énergie non facturée (énergie en compteurs)	4 358

2.10. Dettes Financières Diverses

Ce poste enregistre les avances sur consommations versées par les abonnés à l'électricité. Les avances sur consommations sont utilisées pour encaisser les factures lors de la résiliation de l'abonnement.

2.11. Passif Circulant

Les soldes créditeurs des abonnés à l'électricité obtenus à partir des portefeuilles clients basse tension et clients haute tension sont enregistrés dans le poste « Clients, avances reçues ».

Le poste « Fournisseurs d'exploitation » comprend essentiellement les dettes envers les fournisseurs de combustibles gazeux et les producteurs indépendants d'électricité.

Les charges à payer provisionnées dans ce compte résultent du traitement automatique des commandes opéré par J@de, le progiciel intégré de gestion des achats, des stocks et de la comptabilité. En effet, cette application détermine les charges à payer par rapprochement commande par commande des réceptions effectuées avec les factures comptabilisées.

2.12. Engagements de Retraite

Les droits acquis par le personnel à la clôture de l'exercice et antérieurement inscrits dans les engagements financiers, ont été comptabilisés en provision pour charges. Au 31 décembre 2008 les droits acquis par l'ensemble du personnel s'établissent à FCFA 6 391 millions, dont FCFA 1 327 millions au titre des du personnel de l'ex EECL.

Cette provision a été évaluée selon la méthode rétrospective avec salaires de fin de période, telle que préconisée par le droit comptable de l'OHADA, conformément à la norme IAS19.

Les droits acquis par le personnel sont déterminés conformément aux dispositions de la Convention Collective Interprofessionnelle applicable en Côte d'Ivoire.



2.13. Situation Fiscale Latente

La situation fiscale latente résulte des décalages temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable liés à la reconnaissance des charges et des produits. Conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, les impôts différés relatifs à ces différences temporaires ne sont pas comptabilisés, la charge d'impôt comptabilisée correspond à l'impôt exigible.

2.14. Compte de Résultats

Les transferts de charges enregistrent principalement :

- les achats de compteurs immobilisés à hauteur de FCFA 2 080 millions,
- la refacturation des charges de retraite à SOGEPE au titre des droits acquis par le personnel ex-EECI pour FCFA 348 millions,
- les remboursements des assurances liées aux sinistres pour FCFA 1 162 millions,
- la refacturation de diverses charges au personnel à hauteur de FCFA 292 millions.



David Giduy



S.A. au Capital de 14 000 000 000 FCFA, RC Abidjan 149296
Siège social : 01 BP 6923 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire
Tél. : 225 23 33 00 00 - Fax : 225 23 35 60 60